

Les ennemis d'Israël, dont Hollande et Obama, affutent leurs couteaux pour détruire l'état juif

written by Jack | 12 novembre 2016



**Les ennemis d'Israël, dont la France, affutent leurs couteaux pour détruire l'état juif
Avec l'approbation tacite du gouvernement Obama.**

8 novembre 2016 par [Ari Lieberman](#) – (*Ari Lieberman, ex-procureur de la république, est un avocat qui a écrit de nombreux articles et autres publications sur des sujets touchant le Moyen-Orient ; il est considéré grand connaisseur des développements géopolitiques et militaires affectant la région*).

<http://www.frontpagemag.com/fpm/264753/israels-frenemies-sharp-en-their-knives-final-ari-lieberman>

Les Français, tacitement soutenus par les États-Unis, ont, une fois de plus, décidé de se mêler du différend arabo-israélien. Dans un nouvel effort d'internationalisation du conflit, **les Français travaillent à vendre Israël au plus offrant en organisant une conférence internationale afin d'établir les**

grandes lignes d'un accord futur et d'imposer encore davantage de concessions territoriales à Israël. Pour consolider cet abominable projet couvé à Paris, le plan serait envoyé au Conseil de sécurité des Nations unies (UNSC) où des états peu couronnés de succès comme [l'Égypte et le Venezuela](#) auront leur mot à dire sur le destin du futur Israël.

Dans un effort de gain d'attraction pour cette conférence internationale, les Français, qui sont déjà bien [embourbés](#) dans leurs propres problèmes domestiques, se sont engagés dans une navette d'agitation diplomatique. Pierre Vimont, délégué de la France pour le Moyen-Orient, s'est rendu en Israël cette semaine et y a rencontré deux conseillers du Premier Ministre Benjamin Netanyahu à Jérusalem pour tenter d'obtenir l'approbation de l'initiative française par Israël. Il a été poliment mais fermement remercié.

Benjamin Netanyahu, de son côté occupé à recevoir son collègue des îles Fidji, a sagement refusé de rencontrer Monsieur Vimont. Il est absolument opposé à tout effort d'internationalisation du processus de paix, dans lequel Israël est très distinctement désavantagé. Qui plus est, une telle conférence ne peut que permettre au « [Présidenté à vie](#) » de l'Autorité palestinienne de circonvenir les entretiens directs avec Israël.

Monsieur Vimont doit également rencontrer Abbas à Ramallah où il sera sans aucun doute mieux reçu. L'Autorité palestinienne a cyniquement adopté une approche unilatérale pour résoudre le différend arabo-palestinien en essayant de mettre un État sur pieds et d'en obtenir la reconnaissance par des moyens unilatéraux, manœuvrant ainsi autour de son principal partenaire des négociations, Israël, et ne cédant absolument rien en échange de sensibles gains politiques. L'Autorité palestinienne a vu ses efforts quelque peu récompensés, grâce principalement à la position de leur principal avocat et porte-parole européen, la France.

Voici quelques exemples récents de la trahison et de la perfidie de la France :

En 2011, la France a soutenu la demande palestinienne de devenir membre de l'UNESCO. Les Palestiniens exploiteront ultérieurement leur statut pour cajoler l'organisation dans le but d'islamiser Jérusalem tout en rendant difficile la connexion des Juifs et des Chrétiens avec la ville sainte.

En 2012, la France a soutenu une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui accordait à « l'État de la Palestine » le statut d'état observateur non membre des Nations unies.

En 2014, la France a soutenu une résolution proposée par des pays arabes à l'UNSC qui aurait imposé à Israël une période limite d'un an pour l'établissement d'un État palestinien. La motion a été rejetée parce que le bloc pro-arabe n'a pas pu obtenir les neuf votes nécessaires pour l'adoption par le corps de 15 membres.

En 2016, la France s'est jointe au bloc musulman à l'UNESCO dans l'adoption antisémite d'une résolution qui adoptait des théories de conspiration et prétendait que les Juifs avaient installé des « tombes factices » dans des cimetières musulmans. **La résolution a en outre, de façon perverse et mensongère, exclusivement cité les saints lieux juifs par leurs noms musulmans** et a condamné Israël pour diverses transgressions purement inventées.

Avec ou sans le consentement d'Israël, la perfidie française continuera d'agir selon son plan infâme. Mais le plan français se heurtera à un mur de briques faute de recevoir l'appui des États-Unis. À cet effet, Monsieur **Vimont doit se rendre aux États-Unis la semaine prochaine afin de coordonner ses efforts avec le gouvernement Obama.**

Depuis longtemps, la politique des États-Unis s'est opposée aux résolutions des Nations unies qui visaient à imposer des

décisions à l'allié résolu de l'Amérique et seule démocratie du Moyen-Orient, Israël. L'opposition à toutes actions anti-Israël aux Nations unies reste pratiquement unanime au Congrès et les deux candidats à la présidence ont aussi exprimé leur opposition à employer les Nations unies comme outil de coercition contre Israël. Quoiqu'il en soit, des rumeurs laissent entendre que Obama pourrait bien y réfléchir.

Selon un [article](#) du *Wall Street Journal*, Obama pense à plusieurs options pour mettre en œuvre des mesures anti-Israël au cours des semaines qui lui restent à la présidence durant la période de transition. De loin, l'option la plus délétère à la disposition de Obama serait d'employer l'UNSC pour exécuter ses désirs. Un tel comportement impliquerait nécessairement la France, qui soumettrait un projet de résolution anti-Israël, préalablement présenté lors d'une conférence internationale, qui serait facilement adopté à l'UNSC. Obama demanderait alors à son Ambassadrice Samantha Power de s'abstenir, permettant ainsi l'adoption de la résolution.

La menace par Obama de ne pas tenir compte des vœux du Congrès en se plaçant aux côtés de la France et en impliquant les Nations unies doit être prise très au sérieux. Le tort politique infligé à Israël par une telle résolution de l'UNSC serait immense et compliquerait encore davantage les tentatives d'obtention d'une résolution satisfaisante du différend.

Il ne devrait faire aucun doute ni pour le gouvernement Obama ni pour le gouvernement français que la source de l'instabilité de la région n'est pas Israël mais plutôt le schisme chiite-sunnite, le fondamentalisme islamique et le caractère antidémocratique inhérent au Moyen-Orient musulman. Mais qu'il soit influencé par son inimitié irritabile envers le Premier Ministre israélien ou par une animosité anti-Israël profonde, Obama semble peu désireux de reconnaître ce fait sans équivoque.

Quant aux Français, ils sont depuis longtemps une épine dans le pied d'Israël et ont un [passé ignominieux](#) d'antisémitisme,

de collaboration avec les nazis, de trahison et de conspiration avec les plus grands despotes du monde. On ne peut que s'attendre à leur intrigue anti-Israël.